

atteint par la violence social-fasciste du service d'ordre central de la C.G.T.-P.C.F., nous proposons, en votre nom, au camarade Badiou et aux camarades ouvriers de l'U.C.F.M.L. de vous rencontrer et de vous entretenir, entre ouvriers authentiques bénéficiant d'expériences politiques en usines. Il n'est pas possible qu'en définitive vous ne parliez pas le même langage !

L'article de « T. et P. » termine ainsi ce passage :

« En ce qui concerne le groupe pour la fondation de l'U.C.F.M.L., nous pouvons affirmer que tous les noyaux communistes ouvriers constitués ou en voie de constitution relèvent d'un processus entièrement différent, qui articule dans des pratiques complexes :

1. L'anti-syndicalisme ouvrier éprouvé dans le mouvement de masse et les luttes ;
2. La propagande communiste de masse ;
3. L'édification d'organisations de type nouveau, à programme révolutionnaire ;
4. L'école ouvrière sous direction des marxistes-léninistes ;
5. La participation aux activités centrales de l'organisation (meetings, manifestations, etc.).

Le travail communiste dans le mouvement syndical, tel que le concevait avec justesse la III^e Internationale, a complètement changé de terrain.

— Il y a des syndicats. Il y a des mouvements de masse. Mais il n'y a pas de mouvement syndical.

— Entre l'édification de noyaux communistes ouvriers et l'entrisme syndical, il y a hétérogénéité absolue.

Tous ceux qui se réclament de l'Histoire du mouvement communiste international pour justifier aujourd'hui leur capitulation devant le syndicalisme révisionniste ou réformiste ne sont, ni plus ni moins, que des falsificateurs. »

Et bien voilà !... Camarades exclus de la C.G.T., avez-vous capitulé devant le syndicalisme révisionniste et méritez-vous le qualificatif de falsificateurs ?

Ou bien Badiou abandonne-t-il sa plume à l'exagération et à quelque fantaisie excessive ?

La fin de l'article prolonge ce raisonnement, mais ne traite malheureusement pas du point 4 annoncé dans le plan de départ : l'édification des organisations révolutionnaires de masse, sous la direction de noyaux communistes, dont nous aurions bien aimé connaître quelques exemples, quelques résultats concrets.

Pour cette fin, contentons-nous de renvoyer nos lecteurs à l'original, en ne rapportant que les titres des paragraphes du chapitre III qui la constitue, intitulé « C.G.T. et C.F.D.T. » :

« 1. Entrer à la C.G.T. : pire qu'une trahison, une impuissance. » Il y a ici quelques indications justes mais surtout des exagérations du genre de celle que nous venons de rapporter à l'instant. Il y a aussi, incontestablement, bien des relents des thèses de l'U.J.C.M.L. dont la tempête révolutionnaire de 1968 fit justice dans les conditions que nous avons déjà analysées.

« 2. Entrer dans la C.F.D.T. : le confusionnisme érigé en doctrine » comporte aussi des vérités mélangées avec des points de vue que nous considérons comme erronés.

Citons un seul passage :

« ... Cette fausse gauche ouvrière est incarnée aujourd'hui par la C.F.D.T. principalement et par tous ses satellites groupuscules, trotskystes ou marxistes-léninistes, qui passent leur temps à organiser le soutien à des luttes de type syndicaliste, et à s'imaginer que dès lors ils combattent vigoureusement les réformistes et les réactionnaires, alors qu'ils ne font que patauger dans les marécages où, depuis la Commune, le prolétariat de France se trouve englué, à chaque fois qu'il réduit son identité de classe à la simple existence du mouvement de masse spontané anti-parlementaire. »

Nous ne comprenons pas. Aussi posons-nous au camarade Badiou une seule question : une lutte de type syndicaliste (4) comme la lutte contre les licenciements et le chômage, faut-il la mener ou ne consiste-t-elle qu'à patauger dans les marécages ?

(4) Voir note p. 33.

4 NOTRE HISTOIRE, NOS ERREURS, NOS SUCCÈS

En vue de procurer au camarade Badiou et aux camarades ouvriers de l'U.C.F.M.L. une meilleure connaissance de nos positions sur le syndicalisme, et notamment de la conception que nous avons de ses rapports avec le Parti révolutionnaire prolétarien, voici sommairement relatée notre expérience en la matière, nos erreurs et nos succès.

Nous sommes délibérément modestes. Nous partons du point de vue que nous n'entendons pas constituer un « modèle » parfait, voire infaillible, mais que nous désirons simplement apporter notre bilan comme contribution à la réflexion d'ensemble du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Nous ne convaincrions personne en lançant des anathèmes ou des exclusives, mais peut-être éveillerons-nous quelque intérêt, quelque curiosité et donc quelque réflexion par l'exposé de notre pratique et de nos points de vue. D'ailleurs nous souhaitons que d'autres nous fassent part de leurs critiques constructives et nous nous engageons à les étudier sérieusement.

Un peu d'histoire d'abord.

De 1963 à 1967, certains d'entre nous occupaient encore des fonctions responsables dans la C.G.T. Ils y menaient une lutte, comme celles d'aujourd'hui, extrêmement difficile. Nous dirons même plus difficile qu'aujourd'hui, dans la mesure où il y a eu la prise de conscience dont nous avons déjà parlé en mai-juin 1968. A cette époque, seuls purent se maintenir quelques rares camarades, qui bénéficiaient depuis assez longtemps de la confiance entière des adhérents de base de leur section syndicale et d'une influence personnelle plus large encore.

Les dirigeants révisionnistes, bien que déchaînés et excités par les exclusions déjà intervenues au niveau du Parti, voulaient exclure ces camarades, mais risquaient de la sorte de perdre des sections entières. Ils réussirent dans quelques cas, après de longues

manœuvres (exemple de la section syndicale des entrepôts de produits alimentaires du Casino, à Marseille, où ils ne parvinrent à leurs fins qu'après une condamnation en justice des principaux responsables de la section syndicale C.G.T. qu'ils ne soutinrent pas, mais contre lesquels, de surcroît, ils avaient lancé une large campagne diffamatoire). Ils exclurent aussi, non sans difficultés considérables, des militants comme Aimé Delrue, chez les cheminots de Clermont-Ferrand, Marcel Juliot également chez les cheminots de Marseille, Jacques Delrue dans le Bâtiment à Clermont-Ferrand, André Roustan (actuel Président du P.C.R.M.L.) dans le Bâtiment à Aurillac, André Barbot, chez les cheminots du Havre où il occupait une fonction syndicale assez élevée, Claude Combe dans les produits chimiques à Châteaudun, etc.

Quelle fut notre réaction ?

Etant donné les soutiens assez importants qu'avaient apportés à tous ces militants des adhérents de base de leurs sections syndicales, une tendance apparut en faveur de la constitution de « syndicats rouges ». Nous avions tous alors en tête l'expérience de la C.G.T.U. et nous supposions que le processus engagé allait se développer aussi fort qu'au début des années 20.

Cette situation nous conduisit, sans réflexions suffisantes, jusqu'à la création effective de plusieurs sections syndicales « rouges » à Châteaudun, Clermont-Ferrand, Aurillac. Il s'en fallut de peu que nous en impulsions une dans le secteur « bronze » de la Métallurgie parisienne.

Ces syndicats se sont tous disloqués par la suite (pour tous les cas que nous connaissons, c'est-à-dire tous, sauf Aurillac).

Le syndicat de l'usine Paulstra de Châteaudun ne survécut pas à mai-juin 1968, parce qu'il fut dépassé sur sa gauche par... la C.G.T. ! L'explication est toute simple : une fois son initiateur parti de l'usine et ne sié-